



Ce projet est cofinancé par l'Union européenne

La voix des jeunes du Sahel

Dialogue entre jeunes et institutions

Quelles opportunités économiques pour la jeunesse ?

Dans une région qui affiche une croissance démographique galopante, les marchés de l'emploi sahéliens accusent un déséquilibre chronique entre le nombre de jeunes à la recherche d'un emploi et les opportunités économiques qui s'offrent à eux. La fonction publique d'Etat, traditionnel pourvoyeur d'emplois, n'absorbera plus le contingent de jeunes diplômés qui sort chaque année des universités. Quant à l'insécurité devenue structurelle au Sahel, elle entrave la bonne marche économique en limitant le déplacement des biens et des personnes et en réduisant à la portion congrue le tourisme et l'artisanat. Dès lors des alternatives doivent être identifiées pour soutenir l'emploi dans un contexte par ailleurs marqué par une culture de l'entreprenariat encore balbutiante, un secteur informel en quête de structuration, un sentiment de marginalisation des zones rurales, une discrimination à l'égard de l'accès à l'emploi des femmes et des formations souvent inadaptées aux débouchés.

En 2017, à travers les 25 cadres locaux et les cadres nationaux de dialogue mis en place dans les cinq pays du G5 Sahel, 1'250 représentants d'organisations de jeunesse ont esquissé avec les représentants de leur gouvernement respectif une lecture croisée des défis et des pistes de solutions en matière d'opportunités économiques. Juste après la thématique de l'éducation et de la formation, c'est la question des opportunités économiques qui a suscité le plus d'engouement de la part des bénéficiaires. En 2018, les parties ont décidé des chantiers à ouvrir dans chacun des pays du G5 Sahel pour répondre aux trois enjeux perçus comme prioritaire et interdépendants.

Ressources naturelles : exploiter, transformer et distribuer

« Montrons à ces jeunes qu'ils ne sont pas destinés aux travaux champêtres simplement pour nourrir leurs familles mais qu'ils peuvent développer une approche commerciale des produits de leurs champs. »

Peu nombreux sont les jeunes à vouloir se lancer dans l'agriculture, la pêche ou l'élevage traditionnels, tous trois associés à une époque trop éloignée de celle des nouvelles technologies. La modernisation de l'agriculture est dès lors perçue comme la priorité pour redorer le blason d'un secteur économique à fort potentiel d'emplois et source



d'autosubsistance pour les pays sahéliens. Un appel a été lancé pour la création d'un centre sous-régional de formation aux métiers liés à l'exploitation des ressources naturelles afin d'encourager l'excellence et l'innovation. Trois autres chantiers sont jugés prioritaires : mener une réforme agraire visant à mieux répartir les terres au profit des jeunes et des femmes qui peinent à y accéder, simplifier l'accès au financement des jeunes agriculteurs, pêcheurs et éleveurs pour l'achat d'équipement et penser le développement de filières locales de transformation, conservation et distribution des produits. Dans certains pays, cela doit aussi passer par une meilleure réglementation de l'orpaillage dans les zones aurifères, attendue par plusieurs organisations de jeunesse.

Zones rurales : désenclaver et valoriser les potentiels économiques

« Nos pays sahéliens doivent envisager un développement rural adapté à leurs réalités ».

« Je suis un jeune diplômé issu du monde rural où je suis retourné à la sortie de l'Université. Malheureusement je ne vois aucune perspective professionnelle pour moi ici. »

Selon les organisations de jeunesse, les opportunités économiques ne manquent pas mais ne sont ni répertoriées, ni valorisées. Ce constat est d'autant plus criant en zones rurales en raison de l'insuffisance des infrastructures routières pour les relier entre elles et aux centres urbains. Dès lors, deux chantiers sont jugés prioritaires pour le développement de pôles locaux de croissance à même de valoriser les spécificités locales : faciliter le déplacement des biens et des personnes par la construction de routes et instaurer des centres de formation localement gérés, à même d'adapter le contenu pédagogique aux besoins économiques d'une région. Pour y parvenir, la nécessité de renforcer les efforts des partenaires internationaux en soutien aux politiques de développement local a été soulignée. D'autre part, les autorités sont appelées à faire un usage des nouvelles technologies plus massif et adapté aux pratiques des jeunes afin de faciliter l'accès aux offres d'emploi, aux marchés publics, etc. Faute de couverture internet suffisante en zone rurale, ces dispositifs doivent être complétés par des centres d'accueil qui valoriseraient l'échange d'expériences entre jeunes et aînés. Dans l'ensemble des chantiers susmentionnés, un accent devra être porté sur l'accès

des femmes au marché de l'emploi afin d'éviter leur cantonnement au secteur informel par manque d'éducation et faute de préjugés.

Entrepreneuriat : accompagner et faciliter le financement

« Au Niger, les grandes entreprises qui décrochent un marché public ont l'obligation de s'engager à travailler avec au moins une start-up comme sous-traitant. Cela encourage les jeunes entreprises. »

Si de plus en plus de jeunes souhaitent tenter l'aventure, beaucoup n'osent pas se lancer dans l'entrepreneuriat par peur du risque. La nécessité de favoriser une culture d'entreprendre dans le système éducatif dès le plus jeune âge a été soulignée. D'autre part, la création d'incubateurs d'entreprises qui facilitent les premières étapes de la vie d'une entreprise par la mise à disposition de locaux, d'informations quant aux procédures de financement et de conseils par des pairs plus expérimentés est apparue comme nécessaire. Ces incubateurs ont été appelés à tenir compte de deux éléments : valoriser l'expertise et l'appétit de retour des jeunes issus des diasporas, et être accessibles aux acteurs de l'économie informelle, souvent peu ou pas éduqués, qui gagneraient à se structurer davantage. Parallèlement, l'encouragement à l'entrepreneuriat doit passer par un accès simplifié aux financements : adapter les fonds alloués à l'entrepreneuriat aux jeunes (critères d'éligibilité, taux d'intérêt, modalités de remboursement, etc.), instaurer des fonds de garantie pour les jeunes afin qu'ils accèdent aux prêts bancaires et prévoir des allègements fiscaux pour les jeunes entreprises. *« Sans motocyclette, ni terrain, ni maison pour servir de garantie, je me suis vu refuser l'accès à un financement pour lancer mon projet. »* Les organisations de jeunesse ont insisté sur la nécessité de développer des fonds nationaux en donnant confiance aux investisseurs potentiels issus de la région et ne pas trop attendre de l'extérieur.



Ce projet mis en oeuvre par le Centre pour le dialogue humanitaire (HD) est cofinancé par l'Union européenne et le Royaume du Danemark, et mené en coordination étroite avec les autorités nationales et le G5 Sahel.